

Document

La toute-puissance des lobbys de la finance. (29.06)

Slate.fr – 28.06

«Qui, en réalité, détient le pouvoir?», ou bien les «politiques, dépositaires de la légitimité populaire ont-ils les moyens de réguler la finance mondiale?». Ces interrogations reviennent à chaque fois qu'un gouvernement, et en l'occurrence le nôtre, semble s'exprimer ou agir d'abord pour rassurer les fameux marchés.

Dans le domaine financier, et particulièrement pour tout ce qui a trait à la régulation, à l'encadrement de la finance, il n'existe aucun contre-pouvoir, aucune organisation pour contrebalancer le lobby de l'industrie de la finance. Les parlementaires européens en charge de réglementer les marchés financiers et les banques s'en alarment, en ce moment dans une indifférence assez inquiétante. Un groupe de députés européens, concerné par ces questions et composé de diverses nationalités, plutôt à gauche mais soutenu par des conservateurs et des libéraux (dont plusieurs UMP français) a rédigé et **signé un texte** par lequel il souligne «*l'asymétrie entre la puissance du lobbying de la finance et des banques et l'absence de contre-expertise qui constitue un danger pour la démocratie*».

Pas de contre-pouvoirs

L'industrie bancaire déploie d'immenses moyens pour inonder les parlementaires d'argumentaires favorables à leurs intérêts. Et rien en face. Contrairement à ce qui se passe dans le domaine social où les syndicats sont organisés, dans le domaine environnemental pour lequel les écologistes bien structurés veillent, tout comme pour les questions des droits de l'homme avec Amnesty international ou Human Rights Watch par exemple.

Cet appel est passé largement inaperçu en France et c'est inquiétant et assez révélateur du peu de cas que l'on fait chez nous de l'utilité des contre-pouvoirs. Dans le nord de l'Europe ou en Allemagne, l'appel des parlementaires européens spécialistes de la finance a fait la une de plusieurs quotidiens et constitue un vrai débat public en ce moment. Il faut dire que chez nous, la finance, les puissances économiques et le pouvoir ont des relations un peu trop incestueuses... En France, il y a une imbrication liée à une forme d'aristocratie des élites, une consanguinité issue d'une tradition de capitalisme quasiment d'Etat. Il y a confusion des genres comme l'affaire **Bettencourt-Woerth** ou maintenant **Woerth-Peugeot** nous le rappellent.

Ne pas céder au «tous pourris»

On comprend bien pourquoi l'Elysée, Matignon et toute la majorité défendent en cœur Eric Woerth... Pourtant, afficher que l'on considère qu'il n'y a rien de choquant dans ce que révèle cette affaire, dans le fait aussi que le ministre du Budget soit le trésorier du parti majoritaire, c'est accepter l'idée, au mieux que le monde de la finance et de la richesse, et en l'espèce, de la délinquance fiscale, utilise le parti politique qui détient le pouvoir, au pire qu'il y a entente et collusion en haut lieu. En tout état de cause, l'impression que ce ne sont pas les politiques qui détiennent véritablement le pouvoir s'accroît.

Dénoncer ces états de fait est monnaie courante ces derniers jours et la presse le fait avec une certaine constance, tout à fait justifiée et plutôt rassurante dans l'ambiance actuelle et les tentatives de contrôle des médias. Mais cette dénonciation salutaire peut avoir un effet négatif: attiser les populismes et réactiver le réflexe du «tous pourris». Voilà pourquoi il faut établir des contre-pouvoirs crédibles et indépendants face à la puissante industrie de la finance. Et il faut que l'appel de ces élus européens rencontre plus d'échos en France.